

CONSEIL MUNICIPAL DE SERMENTIZON
PROCES- VERBAL
DE LA SEANCE DU VENDREDI 26 juin 2026
Date de convocation le lundi 22 juin 2026

L'an mil deux vingt-six le 26 juin à 19h45, le Conseil Municipal de la Commune de Sermentizon, dûment convoqué le 22 juin par Monsieur le Maire, Yves CHAMPILOU, s'est réuni à la Mairie, sous sa Présidence.

Etaient présents Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux suivants :

Thomas BOITEL, Valentin BONNEMOY, Remi BREUIL, Yves CHAMPILOU, Pierre CAPERAN, Anne CREPEL, Antoine DESCHAMPS, Charlene FOURNIER, Elisabeth FRESNEAU-LABARRE, Hélène LAMARQUE, , Nathalie MARQUET, Cécile MOREL, Gilles MORGON, Serge THEALLIER.

Etaient excusés Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux suivants :

Alexandra MACEDO (procuration à Nathalie MARQUET)

Nombre en exercice	15
Nombre de présents	14
Nombre d'absents ayant donnés procuration	1
Nombre de votants	15

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbal :

- Approbation du PV du Conseil du 29 mai 2026

2. Décisions et arrêtés pris

3. Affaires générales

- Loyer du cabinet d'infirmières (**délibération n°2026-702**)

4. Affaires du personnel

- Indemnités des heures de travaux supplémentaires (**délibération n°2026-701**)

Début de la session : 19H45

Secrétaire de séance désignée : NATHALIE MARQUET

1 - APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 29/05/2026

Le Conseil Municipal donne son approbation à l'unanimité au procès-verbal de la séance du 29/05/2026.

2 – DECISIONS ET ARRETES PRIS

DECISIONS :

Décision 2026 – 003: E/se Roziere – Devis réactualisé rue Chatiagou de 21 387 € ht

DEVIS :

AMI informatique : devis de 756.25 € HT - appareil NAS pour créer un Drive propre à la Mairie (RGPD).

CARRIERES : devis de 1 720 € HT– grave pour les chantiers bouche-trou.

ARRÊTES :

ARR_2026-17 SIEA FONTSAUVAGE branchement eau

ARR_2026-16 CIRCULATION FETE MUSIQUE

ARR_2026-18 TRAVAUX GUINTOLI LES GRAVES

ARR_2026-19 TRAVAUX GUINTOLI CONSTANCIAS COURTESSERRE

ARR_2026-20 TRAVAUX COLAS reprises suite réserves

ARR_2026-21 SIEA FONTSAUVAGE branchement assainissement

ARR_2026-22 CIRCULATION MARCHE DES ARTISANS ET VIDEGRENIER

ARR_2026-23 CIRCULATION FETE PATRONALE

ARR_2026-24 CIRCULATION RANDONNEE

3 – AFFAIRES GENERALES

Délibération n° 2026-702

Révision loyer du cabinet des infirmières

Monsieur le Maire,

Informe que suite à la révision de leur loyer commercial au 01/04/2026, les infirmières ont exprimé leur désaccord verbalement et par courrier au motif qu'avec l'augmentation du prix de l'essence, elles ont une grande perte de revenus.

Afin de pouvoir en débattre, Monsieur le Maire souhaite donner à l'Assemblée tous les éléments du dossier, à savoir :

Le bail a été consenti pour une période de 6 ans du 01/04/2021 au 31/03/2027 avec un loyer annuel de 2 400 € HT hors charges (TEOM, eau). Le loyer est révisable à la date anniversaire avec pour référence l'indice ILAT connu à la signature, soit celui du 4^{ème} trimestre 2020 de 114.06.

Suite aux différents événements depuis 2020 (COVID, inflation, guerre...) et face aux déserts médicaux, la commune a fait le choix de ne pas augmenter leur loyer et de ne pas refacturer l'eau.

Du 01/04/2021 au 31/03/2026, la perte de la commune constatée est de 1 270 € soit une augmentation moyenne de 3.8% par an.

Le tableau ci-dessous permet d'apprécier l'évolution de l'indice et ainsi de constater qu'après une forte augmentation au 4^{ème} trimestre 2022 et 2023, l'indice devient négatif. Mais, la tendance n'est pas sûre de se poursuivre.

Période	Indice des loyers des activités tertiaires (ILAT) - Base 100 au 1er trimestre 2010	Date de parution au J O	date	loyer annuel avec révision	loyer pratiqué	% évol indice par an	PERTE COMMUNE OU AVANTAGE LOC
2020-T4	114.06 (A)	21/03/2021	01/04/2021 AU 31/03/2022	2 400.00	2 400.00		
2021-T4	118.97 (A)	25/03/2022	01/04/2022 AU 31/03/2023	2 503.31	2 400.00	4.30%	103.31
2022-T4	126.66 (A)	25/03/2023	01/04/2023 AU 31/03/2024	2 665.12	2 400.00	6.46%	265.12
2023-T4	133.69 (A)	04/04/2024	01/04/2024 AU 31/03/2025	2 813.05	2 400.00	5.55%	413.05
2024-T4	137.29 (A)	26/03/2025	01/04/2025 AU 31/03/2026	2 888.80	2 400.00	2.69%	488.80
2025-T4	137.21 (A)	26/03/2026	01/04/2026 AU 31/03/2027	2 887.11	2 400.00	-0.06%	487.11
				16 157.39	14 400.00		1 757.39

Cependant, Monsieur le Maire rappelle que le cabinet d'infirmière est un service essentiel et très apprécié des administrés.

Le contexte économique n'est pas favorable mais la Commune se doit de faire un effort.

**Ayant entendu l'exposé de son Président,
l'Assemblée décide à l'unanimité :**

- **De ne pas appliquer** la révision du loyer au 01/04/2026 du cabinet d'infirmières.
- **De régulariser** les titres émis sur avril, mai et juin 2026.
- **De donner** tous pouvoirs à Monsieur le Maire ou à son représentant pour produire tous les documents nécessaires à l'exécution de cette décision.

4 – AFFAIRES DU PERSONNEL

Délibération n° 2026-701

Indemnités des heures pour travaux supplémentaires

Monsieur Le Maire expose que les heures supplémentaires sont les heures effectuées par un agent au-delà des bornes horaires définies par son cycle de travail à la demande exclusive de l'autorité territoriale ou de la secrétaire général de Mairie. Ainsi, pour un agent à 35h/semaine, les heures supplémentaires seront déclenchées à compter de la 36^{ème} heure de travail.

Ces heures supplémentaires doivent être effectives. Il est donc impératif de mettre en place des moyens de contrôle automatisé des heures supplémentaires pour attester de l'exécution réelle de ces heures (décompte déclaratif).

Le nombre d'heures supplémentaires réalisées chaque mois est limité à 25 heures, tous motifs confondus y compris les heures de nuit, de dimanche ou de jour férié. Le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures (exemple pour un agent à 80 % : 25 h x 80 % = 20 h maximum).

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) peuvent être versées par principe :

- Aux fonctionnaires titulaires ou stagiaires ;
- Aux agents contractuels dès lors que la délibération le prévoit ;

Parmi ces agents, elles sont versées uniquement :

- Aux agents qui appartiennent à des cadres d'emplois relevant de la catégorie B ou C ;

Les agents qui occupent un emploi à temps non complet peuvent être amenés à effectuer des heures au-delà de la durée de travail fixée pour leur emploi. Ces heures sont considérées comme des heures complémentaires dès lors qu'elles ne les conduisent pas à dépasser la durée légale de travail hebdomadaire (35 heures). Elles sont rémunérées

au taux normal, sauf si l'organe délibérant décide, après avis du Comité social territorial, de majorer leur indemnisation dans les conditions définies à l'article 5 du décret n°2020-592 du 15 mai 2020. Dès lors que la réalisation d'heures au-delà de la durée afférant à leur emploi les conduit à dépasser la durée légale du travail (35 heures), les heures supplémentaires peuvent être indemnisées par des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

Les agents intercommunaux, qui occupent plusieurs emplois dans des collectivités et établissements différents peuvent également réaliser des heures supplémentaires. Le volume d'heures supplémentaires est apprécié sur l'ensemble des collectivités et établissements où il exerce et dans le respect du plafond global de 25h par mois.

La compensation des heures supplémentaires prend la forme soit d'un repos compensateur d'une durée égale aux heures supplémentaires effectuées soit d'une indemnité dénommée « Indemnité horaire pour travaux supplémentaires – IHTS ».

La compensation des heures supplémentaires doit préférentiellement être réalisée sous la forme d'un repos compensateur ; à défaut, elle donne lieu à indemnisation. Il est précisé qu'une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à repos compensateur et à indemnité. Le choix de rémunérer les heures supplémentaires ou de les faire récupérer relève de l'appréciation discrétionnaire de l'autorité territoriale.

Le calcul de l'indemnisation est effectué comme suit :

$$TAUX\ HORAIRE = \frac{TIB\ annuel\ (dont\ la\ NBI) + indemnité\ de\ résidence}{1820}$$

Une majoration de ce taux horaire est réalisée aux taux de :

- 1,25 pour les 14 premières heures,
- 1,27 pour les heures suivantes,
- 1,25 ou 1,27 x 2 quand l'heure supplémentaire est effectuée de nuit (entre 22 heures et 7 heures),
- 1,25 ou 1,27 x 1,66 quand l'heure supplémentaire est accomplie un dimanche ou un jour férié.

Pour les agents qui exercent leurs fonctions à temps partiel, le montant de l'heure supplémentaire est déterminé en divisant par 1820 la somme du montant annuel du traitement indiciaire brut et de l'indemnité de résidence d'un agent au même indice exerçant à temps plein.

Le temps de récupération accordé à un agent est égal à la durée des travaux supplémentaires effectués. Une majoration de nuit, dimanche ou jours fériés peut être envisagée dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération, c'est-à-dire une majoration de 100% pour le travail de nuit et des 2/3 pour le travail du dimanche et des jours fériés.

L'IHTS est cumulable avec :

- Le RIFSEEP,
- Et tout autre prime mise en place.

L'octroi et la compensation-rémunération d'heures supplémentaires doit faire l'objet d'une délibération de la collectivité qui précise pour chaque cadre d'emplois et les fonctions, la liste des emplois qui, en raison des missions exercées, ouvrent droit à cette indemnisation ou ce repos.

Il appartient donc à l'assemblée délibérante de fixer la liste des emplois ouvrant droit aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ainsi que les conditions d'une éventuelle majoration du temps de récupération.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.712-1 et L.714-4,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale,

Vu la circulaire NOR LBLB0210023C du 11 octobre 2002 du Ministère de l'Intérieur,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 09 juin 2026,

Considérant que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875 susvisé, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer, dans les limites prévues par les textes visés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables aux agents de la collectivité,

Considérant que la notion d'heures supplémentaires correspond aux heures effectuées à la demande du chef de service dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail,

Considérant qu'à défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées dans les conditions fixées par le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002,

Considérant que le bon fonctionnement des services peut nécessiter la réalisation d'heures supplémentaires,

Considérant l'avis de la commission n° - RH,

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,

l'Assemblée décide à l'unanimité :

Article 1 :

D'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires titulaires et stagiaires, à temps complet, non complet et temps partiel et les agents contractuels de droit public relevant des emplois suivants :

Catégorie	Cadre d'emplois	Grade	Emplois
B	Fonctions d'encadrement	Rédacteur, rédacteur principale de 1 ^{ère} ou 2 ^{nde} classe	Secrétaire Général de Mairie
C	Fonctions d'encadrement	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe	Responsable administratif
C	Fonctions d'encadrement et d'exécution	Agent de maîtrise	Agent polyvalent
C	Fonctions d'exécution	Adjoint administratif, adjoint administratif principal de 1 ^{ère} ou 2 ^{nde} classe	Agent postal et administratif et agent polyvalent
C	Fonctions d'exécution	Adjoint technique, adjoint technique principal de 1 ^{ère} ou 2 ^{nde} classe	Agent technique et agent polyvalent

Article 2 :

D'instaurer la possibilité d'indemniser les heures supplémentaires aux agents contractuels sur des postes non permanents,

Article 3

D'octroyer le paiement ou la compensation d'heures supplémentaires effectuées à la demande exclusive de l'autorité territoriale ou du secrétaire général de Mairie dans les conditions prévues par les articles 7 et 8 du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002, lorsqu'elles amènent au dépassement des heures prévues dans le cycle hebdomadaire de travail de l'agent et dans la limite de 25 heures par mois.

Pour les agents employés par plusieurs collectivités et établissements, le seuil de 25 heures par mois est comptabilisé sur l'ensemble des emplois occupés.

Les agents à temps partiel sur autorisation ou de droit bénéficient des heures supplémentaires dans la limite de 25 heures par mois proratisées selon le pourcentage de temps partiel de l'agent.

Les heures complémentaires et les heures régulières effectuées la nuit, le dimanche ou les jours fériés font l'objet d'une délibération distincte.

Article 4 :

De compenser les heures supplémentaires réalisées par l'attribution d'un repos compensateur.

OU

De compenser les heures supplémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires.

Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation

Article 5 :

En cas de repos compensateur, de majorer le temps de récupération dans les mêmes proportions que celles fixées pour la rémunération lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit, un dimanche ou un jour férié.

Article 6 :

La réalisation des heures supplémentaires est comptabilisée au moyen d'un décompte déclaratif.

Article 7 :

Le paiement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires sera effectué après réception par l'autorité territoriale, des heures supplémentaires réalisées par les agents et selon une périodicité mensuelle (paiement le mois suivant).

La compensation des heures supplémentaires fait l'objet d'un planning déterminé par le secrétaire général de Mairie ou l'autorité territoriale en concertation avec l'agent qui tient compte des nécessités de service.

Article 8 :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet à compter du 01 juillet 2026.

Article 9 :

Que les crédits nécessaires seront inscrits au budget général.

Article 10 :

Que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

5 – DEMANDES D'URBANISME

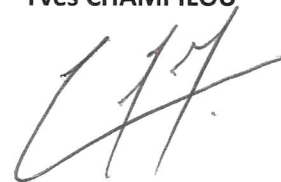
NUMERO	DEMANDEUR	ADRESSE DU BIEN	PARCELLE	PRIX	DECISION
DIA06341826T0001	KOULCHITZKY Dominique	Aux rochers Nord	ZM 40 ET 42 ZM 130 ET 131	233 000.00	Pas de préemption
DIA06341826T0002	GARMY Marie-christine	Chatiagou	ZI 95	400.00	Pas de préemption
DIA06341826T0003	RIBEROLLES Ghislain	Aux rochers Nord	ZM 78, 134, 135 ET 139	182 560.00	Pas de préemption

La séance est levée à 20H05

La Secrétaire de séance
Nathalie MARQUET



Le Maire
Yves CHAMPILOU



DÉPARTEMENT du PUY-DE-DÔME

Arrondissement de THIERS

MAIRIE

DE

SERMENTIZON

63120

Téléphone 04 73 53 19 32

Email : mairie.sermentizon@wanadoo.fr



CONSEIL MUNICIPAL

N° 2026-8

LISTE DES DELIBERATIONS OU AUTRES ACTES PRIS EN SEANCE DU 11/09/2026

Numéro	Actes	Objet	Décisions
2026-07	PV	Approbation du procès-verbal de la séance du 06/2026	Approuvé
2026-801	Délibération	Adhésion ADIT	Pour à l'unanimité
2026-802	Délibération	Affectation d'une nouvelle salle communale	Pour à l'unanimité
2026-803	Délibération	Modification de désignation de deux routes	Pour à l'unanimité
2026-804	Délibération	Référent légalisation et apostille	Pour à l'unanimité
2026-805	Délibération	Contrat collectif – Mutuelle santé agent	Pour à l'unanimité
2026-806	Délibération	Décisions modificatives n°1	Pour à l'unanimité
2026-807	Délibération	Acquisition des parcelles AH38 et AH39	Pour à l'unanimité
2026-808	Délibération	Rachat à EPF Auvergne parcelle AH299	Pour à l'unanimité